

## Le 8 février, un moment incontournable

Celles et ceux -dont le Ministre Christian JACOB faisait indubitablement partie- qui tablaient sur une pause sociale dans la Fonction publique en seront pour leurs frais : la mobilisation des personnels est bel et bien à l'ordre du jour.

La CGT ne peut en être que très satisfaite, elle qui, depuis plusieurs mois, ne ménage pas ses efforts pour faire monter le rapport de forces unitaire.

Après la remise des 100 000 pétitions sur les salaires le 10 janvier dernier, la date du 8 février a été retenue pour une journée nationale unitaire d'actions, de grève et de manifestations. Les revendications mises en avant concernent aussi bien le pouvoir d'achat et les traitements que l'emploi public, les missions et les conditions de travail.

Il faut dire que les quelques avancées concédées par le Ministre (voir l'article dans ce même numéro) sont bien loin de faire le compte et que des enjeux aussi majeurs que l'emploi sont purement et simplement passés par pertes et profits.

### Construire la riposte indispensable

C'est donc à 5, puis à 6 syndicats (après le ralliement de la CFDT), que la riposte s'organise. Elle se nourrit des réalités revendicatives présentes un peu partout et des constructions d'intervention des agents déjà en cours.

Pour gagner, elle doit être de grande ampleur.

Les convergences -bien au-delà du simple choix de la date- avec nos camarades cheminots participent pleinement de cette volonté de porter la défense et le développement des services publics au plus haut niveau possible.

Si le Ministre persistait à demeurer sourd à nos revendications, les organisations syndicales ont d'ores et déjà prévu de se revoir après la journée du 8 février.

Mais, d'ici là, tout, absolument tout doit être mis en œuvre pour porter nos exigences massivement le 8 février.

Ce jour-là, cessons le travail et manifestons tous ensemble.

## cOup dE GueUle !!!

### Ouvrez les yeux camarades.

Le Ministre avait déjà montré sa conception particulière de la démocratie en signant ce qu'il a appelé un « accord » avec des organisations ultra minoritaires.

Il vient de franchir une nouvelle étape en convoquant 3 organisations – cfdt,cftc, cgc – et elles seules, (et là on passe à l'ultra-ultra minoritaire) pour leur annoncer des dispositions arrêtées par le 1<sup>er</sup> Ministre.

En fait il s'agit d'essayer de valoriser des syndicats considérés comme « arrangeants » en tentant de faire croire que la seule force de persuasion de leur discours a eu raison de la résistance gouvernementale. Et d'annoncer quelques mesures qui au cas présent ne risquent pas d'entraîner un tsunami d'enthousiasme.

La manipulation est évidente. Le manipulateur est clairement identifié. Mais il y a aussi des manipulés dans cette affaire, et les organisations qui se prêtent docilement au petit jeu du ministre ne se grandissent pas. Et si de plus elles pensent jouer au gagnant- gagnant elles se trompent lourdement. En fait elles ne sont rien d'autres que les jouets d'une stratégie ministérielle visant à s'opposer à tout prix aux convergences unitaires, pour affaiblir l'action des personnels et faire barrage aux revendications. Ouvrez les yeux, camarades, ouvrez les yeux !

### Le trait de l'actu.



par P.J